



# UEMOA: ATELIER REGIONAL SUR LE **COMMERCE ELECTRONIQUE**

9 octobre 2018

Ouagadougou, Burkina Faso



**Conclusions des évaluations du commerce électronique et recommandations possibles au niveau régional**

M. Marian Pletosu  
CNUCED

# Stratégie pour le commerce électronique

## Conclusions principales :

- Le commerce électronique reconnu en tant que vecteur de croissance économique:
  - promotion et vente de produits locaux et de services
  - d'inclusion sociale et création d'emplois
- Différentes politiques mises en place mais pas encore de stratégie dédiée au commerce électronique

## Recommandations principales :

- Les dialogues régionaux ont un rôle de coordination indispensable pour le développement du commerce électronique au sein de l'UEMOA. Le plan de travail sera un outil précieux
- Le rôle des dialogues au niveau continental et mondial



## Infrastructures TIC et services

### Conclusions principales :

- Faible niveau d'accessibilité et de pénétration de l'Internet, en particulier à haut-débit et hors des capitales, et une qualité de service souvent insuffisante

### Recommandations principales :

- Stimuler les investissements et poursuivre des stratégies de développement fondées sur la mutualisation et le partage d'infrastructures de télécommunication, l'interopérabilité des services TIC, renforcement de la concurrence et transparence des opérateurs téléphoniques



## Logistique du commerce et facilitation des échanges

### Conclusions principales :

- Faible développement des infrastructures, pas de système d'adressage, coûts excessifs d'acheminement vers et depuis l'étranger, livraison du dernier kilomètre souvent difficile

### Recommandations principales :

- Développer le système d'adressage, y compris grâce aux nouvelles technologies (ex. what3words)
- Envisager des solutions de réduction de la pression fiscale sur les expéditions à l'international
- Réfléchir sur la possibilité d'introduire un régime de franchise douanière (*de minimis*)



## Solutions de paiement

### Conclusions principales :

- Malgré un dynamisme accru dans le développement de moyens de paiement électronique, le paiement en ligne reste limité. Le paiement à la livraison reste le moyen le plus utilisé

### Recommandations principales :

- Renforcer la coopération entre l'UEMOA/CEDEAO/BCEAO pour la mise en place de l'interopérabilité des services financiers
- Mettre à niveau le cadre réglementaire régissant les plateformes de paiement pour une meilleure sécurisation des opérations, la mutualisation des infrastructures de paiement et la coopération des intervenants



## Cadre juridique et réglementaire

### Conclusions principales :

- Les cadres juridiques sont en conformité avec la réglementation de la CEDEAO. Leur application reste cependant insuffisante et ne prend pas en compte les aspects émergents de l'écosystème numérique

### Recommandations principales :

- Afin de gagner la confiance des consommateurs et stimuler l'émergence d'activités innovantes dans l'économie numérique, une mise à jour de ce cadre sera nécessaire (avec dispositions spécifiques à la protection des consommateurs en ligne et de leurs données, à la répression des fraudes et au règlement des litiges)

# Développement des compétences en commerce électronique

## Conclusions principales :

- L'enseignement ne prend pas suffisamment en compte l'économie numérique. Un écart demeure entre les besoins des entreprises et les connaissances des diplômés

## Recommandations principales :

- Évaluer l'écart entre les compétences requises dans le domaine de l'économie numérique et les filières de formation disponibles, afin de définir des profils adaptés aux besoins du marché
- Mieux encadrer l'ensemble de formations et programmes développés par les différents centres de formation



## Accès au financement

### Conclusions principales :

- La difficulté d'accès au financement pèse sur le secteur du commerce électronique. Le coût du financement bancaire classique reste prohibitif et les entreprises se financent à travers les fonds propres

### Recommandations principales :

- Renforcer le dialogue entre la BCEAO, le Gouvernement et les institutions financières (banques, microfinance), et, à terme, envisager des solutions de crédit adaptées au secteur
- Stimuler l'investissement dans les start-up locales, par le biais d'incitations fiscales et de campagnes de promotion



**Merci!**